

# Une histoire de l'industrialisation de l'agroalimentaire

## Commentaires sur Le marché de la faim et Le monde selon Monsanto

Jacques Luzi

DANS **ÉCOLOGIE & POLITIQUE** 2009/1 (N°38), PAGES 43 À 56  
ÉDITIONS **PRESSES DE SCIENCES PO**

ISSN 1166-3030

ISBN 9782849502259

DOI 10.3917/ecopo.038.0043

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-ecologie-et-politique-2009-1-page-43.htm>



**CAIRN.INFO**  
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.**

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# **Une histoire de l'industrialisation de l'agroalimentaire**

## **Commentaires sur *Le marché de la faim* et *Le monde selon Monsanto***

JACQUES LUZI

*« Il se dresse fièrement tout en haut de la pyramide du progrès universel, et en posant dessus la clé de voûte de sa connaissance, il a l'air d'apostropher la nature soumise alentour : "Nous sommes au but, nous sommes le but, nous sommes la nature achevée." Européen superfier du dix-neuvième siècle, tu as la tête qui fume ! Ton savoir n'achève pas la nature, mais il tue la tienne. »*

Friedrich Nietzsche, *Utilité et inconvénient de la connaissance historique pour la vie*, 1874.

*« Ce n'est pas pour rien que depuis un moment, à propos de la civilisation technique, je traîne ce mot désagréable d'antinaturelle. Mais il dit bien ce que je veux dire et il dit bien ce que cette civilisation est en vérité. Car cette civilisation essaie de dominer la nature, de la contraindre, de l'obliger, au fond de la combattre, de la vaincre, et, dans le secret des cœurs, inconnu des cœurs même, de la détruire. »*

Jean Giono, *Le poids du ciel*, 1938.

**Le thème général** abordé par *Le marché de la faim* et *Le monde selon Monsanto* est l'industrialisation de l'activité agricole et son prolongement biotechnologique actuel<sup>[1]</sup>. L'agriculture est, depuis plus de dix mille ans, le cœur substantiel de l'économie, la fonction élémentaire des activités de reproduction matérielle d'une société étant de subvenir aux besoins biologiques de ses membres. La question de l'emprise contemporaine de l'agrobusiness sur cette activité est liée, corrélativement, à celle du rapport entre les villes et les campagnes, entre l'univers citadin et le monde paysan, entre les méthodes de travail industrielles et les formes traditionnelles du travail, entre le savoir abstrait des Aménageurs (politiciens, bureaucrates, entrepreneurs, banquiers, ingénieurs) et le savoir pratique propre à la routine

[1] Le premier documentaire est autrichien, d'Erwin Wagenhofer (2007), le second est français, de Marie-Monique Robin (2008). Voir également les livres éponymes publiés respectivement par Acte Sud (2007) et Arte éditions & La Découverte (2008).  
**Jacques Luzi est maître de conférences l'université de Bretagne-Sud.**

empirique du monde vécu, et, finalement, entre la dépendance à la puissance destructrice de la Mégamachine technoscientifique et l'auto-suffisance matérielle, condition nécessaire (quoique non suffisante) de l'autonomie politique et culturelle. Fruit de la dynamique expansive de l'Occident moderne, la mondialisation de la marchandisation de la force de travail et de la terre débouche sur l'impasse humaine et écologique propre à la logique d'un capitalisme rationnel seulement capable de s'étendre ou de périr<sup>[2]</sup>. C'est pourquoi, prolongeant *Le marché de la faim* et *Le monde selon Monsanto* et leur travail sur les nuisances que provoque l'approfondissement contemporain d'une telle logique, la réflexion menée dans cet article s'inscrit dans la perspective de l'histoire longue, afin de mieux cerner la part de structurel inévitablement présent au sein de l'événementiel.

### **D'où vient l'industrialisation de l'agriculture ? La dynamique de l'Occident vue sous l'angle des relations entre les villes et les campagnes**

Dans le Livre I du *Capital*, Marx remarque que toute l'histoire économique de la société se résume dans le mouvement de l'opposition entre la ville et la campagne<sup>[3]</sup>. Et il est vrai que le couple ville/campagne constitue une unité complexe dans la mesure où, alors même que la ville est un phénomène ne pouvant émerger que du dynamisme de la campagne, son épanouissement a peu de chances de ne pas agir sur elle en retour. C'est la nature de cette réciprocité d'influence qui définit la diversité des formes que peut revêtir, historiquement et géographiquement, le rapport entre la ville et la campagne. Toutefois, jusqu'à la transition des civilisations agricoles à la civilisation industrielle et l'avènement consécutif de l'urbanisation généralisée (et de son délabrement actuel), les habitants des villes n'ont représenté qu'une part minime du peuplement humain global.

Dans l'Antiquité occidentale, la ressource essentielle était l'agriculture : « *L'économie agricole restait, en tout état de cause, la pierre angulaire de la vie des cités, et l'activité non agricole était dans une large mesure abandonnée aux esclaves et aux métèques*<sup>[4]</sup>. » La cité antique, à l'issue de l'ère mycénienne, se constitue d'abord sur la base de l'unité de la campagne et de la ville, illustrée par l'identité entre le propriétaire foncier et le citoyen. Comme le note J.-P. Vernant : « *En Grèce l'établissement urbain ne s'oppose pas à la campagne parce que*

[2] K. Polanyi, dès 1944, notait que « *la production mécanique, dans une société commerciale, suppose tout bonnement la transformation de la substance naturelle et humaine de la société en marchandises. La conclusion, bien que singulière, est inévitable, car la fin recherchée ne saurait être atteinte à moins ; il est évident que la dislocation provoquée par un pareil dispositif doit briser les relations humaines et menacer d'anéantir l'habitat naturel de l'homme* »

(K. Polanyi, *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Gallimard, Paris, 1983 [1944], p. 70).

[3] K. Marx, *Le Capital*, Livre I, PUF, Paris, 1993, p. 396.

[4] E. Will, « Trois quarts de siècle de recherches sur l'économie grecque antique », *Annales ESC*, vol. 9, n° 1, 1954, p. 7-22.

la cité englobe le territoire campagnard et l'agglomération urbaine sans établir, entre les deux, de différence sur le plan proprement politique. Paysans et citadins ont les mêmes droits et les mêmes charges [...]. Quel est alors le rôle de la ville dans le système de la cité ? Elle est ce qui donne à un territoire, ou plutôt au groupement humain qui s'y est établi et qui le cultive, un centre, une unité, une communauté. L'agglomération urbaine rassemble essentiellement les édifices liés à la vie publique, c'est-à-dire tout ce qui, étant commun par opposition au privé, concerne les individus en tant qu'ils sont également des citoyens : les temples, les sièges des magistrats, les tribunaux, les assemblées, l'agora, les théâtres, les gymnases. La ville est donc conçue comme le centre qui donne à l'espace social des Grecs son homogénéité ; par rapport à ce centre commun, tous les citoyens occupent des positions symétriques et réversibles<sup>[5]</sup>. »

Toutefois, cet équilibre entre la ville et la campagne a par la suite été ébranlé, notamment du fait que la terre va cesser d'être inaliénable et que l'existence citadine va s'autonomiser avec la formation d'une élite urbaine constituée de grands propriétaires fonciers (et, corrélativement, de l'extension de l'esclavage), contrastant avec les petits propriétaires cultivateurs.

Cette évolution se traduit par l'ambiguïté de la mentalité antique à l'égard de la vie rurale. D'un côté, la terre est demeurée durant toute l'Antiquité occidentale le symbole de l'honorabilité sociale, telle qu'elle est exprimée dans l'opposition aristotélicienne entre *oikonomie* et chrématistique, la première renvoyant à l'économie agraire d'autosubsistance liée aux fondements de la cité et la seconde se manifestant dans le commerce au loin et en contradiction avec les valeurs de la cité (l'idéal autarcique, en particulier). Mais, en tant que source de richesse et de puissance, donc de la possibilité de mener une vie citadine étrangère à l'existence paysanne, la propriété foncière a paradoxalement généré le mépris urbain des campagnes que l'on retrouve jusqu'à aujourd'hui dans l'identification de l'urbanité à la civilité et de la ruralité à la rusticité : si, dans *La paix* (421 av. J.-C.), Aristophane idéalise le paysan et en fait le bon citoyen par excellence, Théophraste, dans ces *Caractères* (329 av. J.-C.), en fait un objet de plaisanterie pour ses concitoyens de la ville<sup>[6]</sup>. Cette ambivalence, « entre le mépris et l'indifférence des gens de la ville face à la vie paysanne, et pourtant la valorisation de celle-ci au nom de principes moraux », se perpétue dans le monde romain, au sein duquel, en retour, « le monde de la campagne voit dans la ville un ennemi potentiel auquel il est assujéti, obligé qu'il est de lui livrer ses produits sans pouvoir en fixer le prix<sup>[7]</sup> ».

[5] J.-P. Vernant, *Mythe et société en Grèce ancienne*, La Découverte, Paris, 1974, p. 94-95.

[6] M. Austin et P. Vidal-Naquet, *Économies et sociétés en Grèce ancienne*, Armand Colin, Paris, 2007 [1972], p. 397-400.

[7] M. Royo, « Notes bibliographiques sur R. Macmullen, *Les rapports entre les classes sociales dans l'Empire romain*, Seuil, 1986 », *Revue de l'Histoire des Religions*, CCV-1/1988, p. 96-98.

Et, s'il demeure incontestable que la cité antique vivait de la rente foncière et demeura un centre de consommation plus que de manufacture ou de commerce, il convient de ne pas négliger l'influence qu'elle a pu exercer sur la campagne dont elle dépendait. Philippe Leveau note par exemple que « *la création des villes romaines [entre le 2<sup>e</sup> siècle av. J.-C. et le 3<sup>e</sup> siècle apr. J.-C.] a entraîné l'implantation et le développement d'un certain type d'établissement agricole que nous avons pris l'habitude d'appeler villa romaine* ». Le réseau des *villae* traduit dans ce cadre l'organisation spatiale de la campagne par la ville, la vie agricole ne se développant plus, en dehors des campagnes autorisées à perpétuer les traditions indigènes, que sous l'impulsion autoritaire des conquérants issus des centres urbains<sup>[8]</sup>. On peut donc en conclure que : « *La civilisation de l'Antiquité présente une anomalie : la suprématie de la ville sur la campagne dans le cadre d'une économie essentiellement rurale, à l'inverse du monde féodal qui lui fait suite. Cet épanouissement a été rendu possible malgré l'absence d'industrie urbaine, grâce à l'existence d'une main-d'œuvre servile à la campagne. Elle seule, en effet, pouvait libérer une classe de propriétaires terriens si complètement de ses racines rurales que cette classe put se muer en une classe de citoyens essentiellement urbains qui continueraient de tirer leurs ressources de la terre*<sup>[9]</sup>. »

La fragmentation de l'Empire romain, à partir du 3<sup>e</sup> siècle après J.-C., s'est accompagnée du mouvement de dépérissement urbain et de réorganisation des campagnes qui fera du Moyen Âge une période historique essentiellement paysanne et rurale : les villes fondées par Rome dans les pays occidentaux sont saccagées ou désertées. Avec les villes, les centres intellectuels disparaissent et, progressivement, « *le grand domaine, continuation de la villa antique, cède la place à un nouveau cadre de pouvoir qui renouvelle les rapports entre les hommes, l'idéologie : la seigneurie*<sup>[10]</sup> ».

C'est dans ce contexte que la campagne a par la suite « *largement contribué à faire surgir les villes dont elle deviendrait la victime* ». Contrairement à la croyance largement répandue d'un Moyen Âge archaïque et apathique, les médiévistes notent un perfectionnement quasiment régulier de l'activité agricole, au moins après le 8<sup>e</sup> siècle (substitution de la charrue lourde à l'araire, assolement triennal, collier d'épaules). Il s'ensuit un essor démographique suffisant pour apparaître comme l'un des déterminants principaux de l'expansion de la chrétienté (défrichement, recul des frontières, croisades) et de la renaissance des villes : « *Pour que se développent des villes, il faut que le ravitaillement soit assuré. Or vers les 10<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup> siècles, justement, l'Occident put disposer de surplus alimentaires [...]. En quelques décennies, c'est-à-*

[8] P. Leveau, « La ville antique et l'organisation de l'espace rural », *Annales ESC*, vol. 38, n° 4, 1983, p. 920-942.

[9] P. Anderson, *Les passages de l'Antiquité au féodalisme*, Maspero, Paris, 1977, p. 35.

[10] J. Le Goff, *La civilisation de l'Occident médiéval*, Flammarion, Paris, 1982 [1964], p. 45.

dire de façon très rapide, un vaste mouvement d'urbanisation se dessina. Non seulement d'anciennes cités reprirent vie, mais de nouvelles villes apparurent. En deux ou trois siècles, un pays comme la France allait se couvrir d'un réseau urbain particulièrement dense. » Contrairement à l'Antiquité, la forme de cette nouvelle urbanisation fut dessinée par les marchands (jouissance de droits particuliers, construction d'entrepôts, etc.) et, à leur suite, par les changeurs et les usuriers (futurs banquiers): « *Le groupe des bourgeois n'englobait qu'une petite fraction de la population urbaine, mais il n'en devint pas moins le groupe social dominant*<sup>[11]</sup>. » À partir de l'an mille, l'Occident n'a pas inventé la ville, mais un nouveau type de ville, animée d'une culture urbaine centrée, non plus autour du Paysan-citoyen, mais autour du nouveau personnage du Bourgeois (un nouveau type de mœurs, d'objectifs, de raisonnements), essentiellement voué aux activités lucratives et cherchant activement à organiser son univers social en fonction des exigences propres à ces activités (avoir le droit de circuler et d'échanger, payer moins d'impôts, échapper aux contrôles, etc.).

Cette innovation a conduit à une manière inédite d'articuler les rapports entre les centres urbains et le monde rural. Ainsi que le note, par exemple, l'historien Carlo Cipolla à propos de la Chine, « *la ville n'était pas un organisme en soi, mais plutôt un organe intégré au contexte général que constituait le continuum ville-campagne* ». À l'inverse, Fernand Braudel précise que les villes, en Occident, « *se sont développées comme des univers autonomes et selon leur propre pente. Elles ont dominé de très haut leurs campagnes, pour elles de vrais mondes coloniaux avant la lettre et traités comme tels* ». Par son organisation, son mode de vie et ses façons de penser, la cité bourgeoise allait ainsi peu à peu se définir en *opposition* à la campagne et s'affirmer comme « supérieure » à la « barbarie paysanne ». Au 14<sup>e</sup> siècle, le marchand florentin Paolo da Certaldo n'hésitait pas ainsi à affirmer, dans son *Livre de la vie honnête*, que « *la ville est seule capable de former des hommes, la campagne ne produit que des bêtes* », et qu'être homme, c'est être un bourgeois: « *C'est une très belle et très grande science que de savoir gagner de l'argent*<sup>[12]</sup>. » Cette dépréciation du monde rural « arriéré » par le monde urbain « moderne » et porteur de « progrès » n'a depuis eu d'égalé que la dépréciation des rapports humains traditionnels – perçus comme désuets et voués à l'instrumentalisation et au calcul – et celle du monde naturel, appréhendé comme une « mécanique imparfaite » à reconstruire. Et c'est ce sentiment de supériorité développé par le bourgeois capitaliste qui l'a conduit, sa puissance sociale grandissant, à imposer aux paysans occidentaux (puis aux paysans du monde entier) les normes du « progrès », de la « modernisation » et de

[11] Dans ce paragraphe, les citations sont tirées de P. Thuillier, *La grande implosion. Rapport sur l'effondrement de l'Occident*, Fayard, Paris, 1995, chapitre I (« Homo urbanus »), successivement p. 113 et 116-117.

[12] Ces citations successives se trouvent dans *ibid.*, p. 124, 126 et 128-129.

« l'industrie », donnant dans le même mouvement une dimension démesurée aux espaces urbains.

La comparaison entre la ville antique et la ville médiévale (en tant que germe de la ville moderne et de son mode spécifique de domination sur les campagnes) permet donc de faire ressortir les points suivants.

Dans l'Antiquité occidentale, la ville était un centre politique dominé par de grands propriétaires terriens, dont la puissance essentiellement militaire se nourrissait de la rente foncière qui, en retour, renforçait leur capacité à la prélever. Il s'agit donc d'une domination d'ordre politique permettant de s'approprier le surplus agricole sans que les membres de la classe dominante organisent eux-mêmes cette production. C'est encore le cas, dans un cadre non urbain et non esclavagiste, de la seigneurie féodale qui ponctionnait sur le paysan une redevance en argent, une quote-part de ses récoltes ou une prestation en travail – parfois jusqu'à la limite du désespoir et des révoltes paysannes –, tout en dédaignant, la plupart du temps, intervenir dans son travail. Du moins jusqu'à ce que l'antagonisme avec la bourgeoisie montante incite le simple propriétaire-rentier à se muer en entrepreneur, allotissant les terres et rationalisant leur exploitation afin d'en tirer le meilleur rendement économique. On sait quel rôle jouera ce premier productivisme agricole dans la migration urbaine, la naissance du salariat et du capitalisme industriel<sup>[13]</sup>.

La ville du Moyen Âge a dès sa naissance été un nœud commercial, un marché, dominé par des bourgeois dont la puissance reposait sur la richesse mobilière (et non sur la rente foncière). « *Modernes, en avance sur leur temps, elles annoncent l'avenir. Elles sont déjà l'avenir.* » Car « *il faudra attendre plusieurs siècles pour que la distance croissante entre la puissance économique et la faiblesse sociale et politique des couches supérieures urbaines produise les révolutions bourgeoises des 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> siècles*<sup>[14]</sup> » et que l'État, empreint de l'idée progressiste qu'une prospérité matérielle sans cesse accrue conduit à une liberté et à une justice toujours plus grandes et qu'il s'agit là de l'expression de la rationalité de l'Histoire, soit amené à se moderniser en devenant ce qu'il est encore aujourd'hui : le garant et le serviteur de leur pulsion illimitée à accumuler des richesses<sup>[15]</sup>. Alors peut se constituer la ville moderne, c'est-à-dire la ville proprement industrielle, fondée sur la domination d'ordre économique des « faiseurs de plus », qui ne se contentent pas de « rançonner » le travail (artisanal et agricole), mais en prennent possession afin d'optimiser sa mobilisation et son exploitation. L'alliance avec les sciences et les techniques donne à ces nouveaux maîtres les moyens de leurs ambitions : le « machinisme » et l'« organisation scientifique du travail ».

[13] Le type-idéal

de ce processus de marchandisation de la terre est fourni par la troisième vague des enclosures en Angleterre, au 18<sup>e</sup> siècle. Voir, par exemple, K. Polanyi, *op. cit.*, p. 60 sq. et 130 sq., qui remarque que « *la Révolution agraire précède la Révolution industrielle* ».

[14] F. Braudel, *Grammaire des civilisations*, Flammarion, Paris, 1993 [1987], chapitre III (« Les civilisations européennes »), p. 361 sq.

[15] J. Le Goff, *op. cit.*, p. 74.



L'industrialisation de l'agriculture est donc intimement liée à la ville moderne : elle participe autant à son peuplement (offrant à l'industrie l'apport de main-d'œuvre dont elle se nourrit, quitte à la cantonner au rôle d'« armée de réserve ») qu'à son expansion (la logique accumulative s'appliquant aussi bien aux biens manufacturés qu'aux denrées alimentaires). Le résultat de son extension est l'émergence, pour la première fois dans l'histoire, d'une *civilisation urbaine* impliquant, tendanciellement, la disparition pure et simple de la population rurale et de la figure ancestrale du paysan. Au sein de cette civilisation urbaine, il n'existe plus alors que deux conceptions de la nature : l'une, purement abstraite et instrumentale, est celle fournie par les sciences de la matière et de la vie ; l'autre, purement nostalgique et sentimentale, est celle qui est laissée en pâture aux populations urbaines « dénaturées » et foncièrement dépendantes de l'agrobusiness<sup>[16]</sup>.

### **Où va l'industrialisation de l'agriculture ? L'impasse sociale, sanitaire et écologique contemporaine**

Telle qu'on l'a mise en perspective, l'industrialisation de l'agriculture est l'aboutissement de la transition du vieil Occident, rural et chrétien, à l'Occident moderne, urbain et progressiste, de l'économie-nature à l'économie-argent, de la logique des besoins à la logique du profit, d'une civilisation rurale (même dominée par les centres urbains) à une civilisation urbaine (pour laquelle les campagnes ne sont qu'un appendice), d'une agriculture artisanale (d'autosubsistance) à une agriculture industrielle (commerciale), donc d'une production de denrées alimentaires destinées à la nutrition des hommes à une production de denrées alimentaires orientées vers le marché, celui-ci s'étendant, avec la libéralisation des échanges internationaux, au marché mondial.

Cette transition a d'abord affecté l'Occident lui-même. Jean Giono, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, pouvait encore arpenter les basses Alpes en faisant l'éloge d'une économie rurale « *à la taille de l'homme* » et « *dont la qualité des produits organise une joie biologique dont tout est marqué* ». Au sein de cette économie, chaque homme, « *par son travail, gagne d'abord le droit de rester lui-même* », « *participe de première main aux dons du monde* » et « *pour satisfaire les neuf dixièmes de ses besoins n'a pas besoin d'abord d'argent*<sup>[17]</sup> ». De fait, en France, la population paysanne représentait encore en 1954 plus de 30 % de la population active. Aujourd'hui, cette population, vieillissante, en

[16] Sur l'opposition entre la nature-objet et la nature-sujet, voir F. Ost, *La nature hors-la-loi. L'écologie à l'épreuve du droit*, La Découverte, Paris, 2003. Après une étude critique de ces deux représentations, l'auteur propose le concept de nature-projet.

[17] J. Giono, *Le poids du ciel*, Gallimard, Paris, 1938, p. 168-177.



représente à peine 3,5 %. Cette évolution s'est également accompagnée de la très forte diminution du nombre d'exploitations (de deux millions à 300 000). En l'espace de quelques décennies, l'industrialisation de l'agriculture a ainsi augmenté la productivité des agriculteurs et provoqué l'exode rural nécessaire à l'industrialisation manufacturière du pays (l'automatisation grandissante de celle-ci entraînant à son tour la « tertiarisation » de la société). Avec le développement de la grande distribution, de l'agrofourniture et de tous les organismes para-agricoles, les rendements économiques s'élèvent dans tous les secteurs (céréales, lait, viandes, légumes) et les exploitations deviennent plus productives, plus intensives, plus grandes, mais aussi plus uniformes, désagrégeant les savoir-faire ancestraux et l'identité culturelle des populations rurales. En outre, la mécanisation de l'agriculture contribue au réchauffement climatique et amoindrit la disparité de la biodiversité alimentaire (végétale et animale). Elle est fortement dépendante du pétrole (dont les réserves seront épuisées d'ici à un demi-siècle), participe à la pollution des eaux par sa forte consommation d'intrants comme les engrais minéraux et les pesticides, réduit considérablement les apports nutritifs des aliments, expose les populations à des risques sanitaires majeurs : vache folle, poulet à la dioxine, etc. Ce productivisme agricole, enfin, se heurte structurellement à un problème de débouchés, légitimant, malgré la surconsommation au Nord et les famines au Sud, la destruction de nourriture et l'ouverture des pays du tiers monde aux produits agricoles occidentaux (voir le début du *Marché de la faim*<sup>[18]</sup>).

Malgré cela, le processus, d'une part, se globalise, laissant augurer la suprématie des firmes géantes de l'agroalimentaire et la disparition de la paysannerie au niveau mondial (MF), et, d'autre part, est en passe de subir une nouvelle révolution industrielle liée aux biotechnologies (MM). Deux informations de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) devraient pourtant inciter à la prudence à propos de la poursuite, aussi bien extensive qu'intensive, du programme de marchandisation des denrées alimentaires. La première indique que les capacités actuelles de l'activité agroalimentaire mondiale permettraient de nourrir 12 milliards d'individus, alors qu'il existe actuellement, sur les 6 milliards d'êtres humains, 963 millions de personnes souffrant de malnutrition chronique : ce qui suffit à invalider la propriété abstraite d'allocation optimale des ressources que la doxa libérale prête au marché (MF). La seconde indique que l'agriculture biologique est une alternative crédible à l'agrobusiness : il est donc faux, comme le prétendent le lobby des industries agrochimiques et les gouvernements qui les soutiennent au nom du dogme progressiste, qu'il

[18] Par la suite, on note MF, *Le marché de la faim*, et MM, *Le monde selon Monsanto*.

n'existe pas d'autre solution à la faim dans le monde que l'accélération du perfectionnement techno-industriel de l'agriculture<sup>[19]</sup>.

MF se présente comme une série d'exemples illustrant les divers effets sociaux et écologiques de l'industrialisation de l'agriculture : il s'agit donc moins de s'interroger sur l'efficacité technico-économique de cette industrie que d'illustrer, dans un esprit proche de la pensée de Karl Polanyi, son inscription au sein des différentes sociétés humaines contemporaines et son impact sur la nature.

L'exemple de la pêche – artisanale *versus* industrielle – met en lumière les faits suivants. La pêche artisanale repose sur la connaissance pratique de l'artisan-pêcheur, son respect des rythmes de la nature, la qualité de sa production et son incapacité à mettre en danger les réserves halieutiques. À l'inverse, la pêche industrielle se fonde sur une connaissance théorique dont sont dépossédés les pêcheurs-ouvriers, se pratique sans souci des rythmes naturels, entraîne une production de qualité médiocre et conduit à l'épuisement des réserves. Il est possible de compléter ce tableau en rappelant que, selon la FAO, la moitié des stocks halieutiques mondiaux sont exploités au maximum de leur potentiel depuis 30 ans, alors qu'un quart est surexploité ou déjà épuisé. Avec une consommation mondiale qui devrait doubler d'ici à 2030, la pêche industrielle a de grandes chances de mener rapidement à la disparition de la quasi-totalité des espèces de poissons et de crustacés<sup>[20]</sup>. Les méthodes industrielles, qui consistent à promouvoir une production de masse (intensive et mécanisée) afin de bénéficier d'économies d'échelle, si elles permettent de pratiquer des prix faibles (qui condamnent à terme la pêche artisanale), se paient donc socialement par la destruction des métiers et des savoir-faire, la dégradation de la qualité des produits et, à terme, l'apparition d'une rareté absolue (dont l'anticipation devrait conduire à une hausse sensible des prix). Les bénéfices privés que de telles méthodes permettent d'engranger transitoirement ne sont possibles que par l'externalisation des coûts sociaux et écologiques que provoquent ces nuisances.

La transition de l'agriculture biologique traditionnelle à l'agriculture biochimique industrielle est également illustrée par la modernisation en cours de l'agriculture roumaine, sur une surface au moins équivalente à celle de la France. Le problème abordé, à travers l'autocritique d'un cadre de Pioneer en place en Roumanie, est celui des semences. L'agriculture traditionnelle se reproduit de façon autonome par l'auto-production de semences naturelles, issues de la production courante (et du savoir pratique du paysan) et permettant la production future (sans que celle-ci, la plupart du temps, nécessite l'apport d'engrais ou de traitements artificiels<sup>[21]</sup>). La prise de contrôle de cette agriculture

[19] Rapport de la FAO présenté à la Conférence internationale sur l'agriculture biologique et la sécurité alimentaire (Rome, du 3 au 5 mai 2007). Dans sa présentation intitulée « Can organic farming feed the world ? », Brian Halweil (Worldwatch Institute) avance l'idée selon laquelle ce type d'agriculture pourrait garantir la sécurité alimentaire de l'ensemble de la population mondiale. Voir <ftp://ftp.fao.org/paia/organicag/ofs/OFS-2007-INF-rev.pdf>, p. 3-4.

[20] G. Dupont, « Un quart des stocks mondiaux de poissons sont surexploités », *Le Monde*, 25 octobre 2008. L'auteur indique également que, les poissons d'élevage étant nourris avec des farines animales produites à partir de poissons sauvages, « *le devenir de l'aquaculture est lié à celui de la pêche* ». Le même auteur note, dans un article du 13 février 2009, que « *les législations et les pratiques de 53 pays, représentant 96 % des prises mondiales, ont été notées eu égard à leurs engagements volontaires à l'accord de 1995. La surexploitation continue* ». Voir également B. Worm *et al.*, « Impacts of biodiversity loss on ocean ecosystem services », *Science*, vol. 314, n° 5800, 2006, p. 787-790, pour qui, si les tendances actuelles se confirment, les réserves halieutiques seraient épuisées d'ici à 2050.

[21] Voir également, dans MM, l'exemple des paysans indiens cultivant le maïs « original » au Mexique, dont la production ne requiert en outre aucun apport chimique.

biologique par le secteur industriel repose sur la mise en dépendance de paysans *a priori* autonomes, grâce à l'artificialisation et à la transformation des semences en articles de commerce. Soutenus par les États (qui subventionnent à court terme l'achat des semences-marchandises), les industriels semenciers peuvent ainsi imposer leurs semences hybrides (élaborées scientifiquement) aux paysans et, à terme, un coût inédit qui les entraînera *de facto* dans la logique productiviste<sup>[22]</sup>.

Il en est, évidemment, de même concernant les semences génétiquement modifiées. Dans son documentaire sur la firme Monsanto (qui possède 90 % des organismes génétiquement modifiés diffusés sur la planète et dont le documentaire présente la généalogie), Marie-Monique Robin montre comment, en Inde, cette firme, qui s'érige en monopole grâce au rachat des entreprises semencières, cherche à prendre possession de l'agriculture cotonnière du pays (la troisième du monde) en imposant ses semences transgéniques de coton Bt. Cette stratégie industrielle, dont l'intérêt purement agricole est sujet à caution, est loin de bénéficier aux petits paysans locaux. Elle les conduit plutôt au surendettement, aux suicides et aux émeutes.

L'exemple des légumes d'hiver cultivés à Almeria (avant d'être dispersés dans toute l'Europe), illustre les dégâts qu'occasionne, *via* la constitution d'un libre marché mondial des denrées alimentaires, la pratique industrielle de l'agriculture occidentale sur l'agriculture vivrière des pays dits « sous-développés ». De par ses caractéristiques propres, mais également grâce aux subventions dont elle bénéficie de la part des États, l'agriculture occidentale peut afficher des prix défiant toute concurrence, en particulier celle des paysans du Sud. Cette concurrence inégale et les exportations occidentales à destination de ces pays, si elles permettent de résoudre les problèmes de débouchés intrinsèques au productivisme, ont donc pour conséquence de tuer la paysannerie locale, de déséquilibrer tout effort d'autosubsistance et de conduire soit à une migration vers les bidonvilles des centres urbains, soit vers les pays occidentaux, où l'ancien paysan autonome se retrouve prolétarisé, c'est-à-dire intégré au processus même qui l'a conduit à la ruine. Dans MM, on entend ainsi un paysan paraguayen, menacé par l'extension des cultures transgéniques de soja destinées à l'exportation vers les pays industrialisés (alimentation des cheptels, biocarburant), déclarer son attachement à un mode de vie où se nourrir ne lui coûte rien, alors que la migration urbaine l'obligerait à se procurer de l'argent pour survivre, à moins de s'en remettre à l'exploration des poubelles. Dans MF, on découvre le quotidien misérable des anciens paysans africains, aujourd'hui ouvriers agricoles coupés de leur racine dans le sud de l'Espagne. Pour le consommateur occidental, les effets

[22] Une fois le processus suffisamment avancé, le retour est rendu délicat du fait de la dépendance des paysans à leur entourage commercial. Voir, par exemple, M. Prével, « Le productivisme agricole. Socioanthropologie de l'industrialisation des campagnes françaises », *Études Rurales*, n° 181, 2008, p. 115-132.

sont ambigus, car l'abondance industrielle est celle de produits uniformisés, de qualité douteuse et dont l'innocuité vis-à-vis de la santé n'est pas garantie.

L'impératif politiquement institué de produire pour le marché mondial et les fortes incitations en faveur de l'usage des semences-marchandises se rejoignent dans le dernier exemple de MF, qui relie la famine chronique du Nordeste brésilien et l'industrie européenne du poulet. Le Brésil est devenu en peu de temps le premier exportateur mondial de soja à partir de semences transgéniques (pour 90 % à destination de l'Europe). Cette activité agricole ne vise donc pas l'autosuffisance alimentaire du peuple brésilien, mais la position du Brésil sur le marché mondial. Cette politique, soutenue par les organismes internationaux et par les politiciens locaux, s'accompagne, d'une part, de la déforestation massive de la forêt amazonienne et, d'autre part, de la famine chronique de 20 % de la population brésilienne. Le soja exporté est ensuite utilisé pour subvenir aux besoins de l'industrie européenne du poulet et l'on peut admirer dans le documentaire toute la chaîne automatisée de production, de l'œuf jusqu'au poulet prêt à consommer. Ce spectacle a la vertu d'empêcher le consommateur occidental de continuer à se leurrer dans le fétichisme de la marchandise, c'est-à-dire de feindre d'ignorer les rapports humains et les rapports à la nature qui sont cristallisés dans les produits commerciaux qui lui sont proposés et dont il est dépendant. À quoi il convient d'ajouter, à l'instar de Sven Lindqvist, que : *« Les Européens cultivés et informés savent comment les enfants meurent lorsque le fouet de la dette siffle au-dessus des pays pauvres. Ce ne sont pas les informations qui font défaut. Le public informé a toujours plus ou moins su quelles horreurs sont commises au nom du Progrès, de la Civilisation, du Socialisme, de la Démocratie et du Marché. [...] Vous le savez déjà. Moi aussi. Ce ne sont pas les informations qui font défaut. Ce qui nous manque, c'est le courage de comprendre ce que nous savons et d'en tirer les conséquences »*<sup>[23]</sup>.

À en croire MF, l'industrialisation de l'agriculture et la libéralisation des marchés mondiaux des denrées agroalimentaires, au-delà de l'indéniable efficience technico-économique qui la caractérise, s'accompagnent donc des effets négatifs suivants, qui n'apparaissent dans aucun calcul coût/avantage conventionnel. Destruction des métiers traditionnels et des savoirs correspondants, soumission de ce qu'il reste de la paysannerie mondiale aux industriels semenciers et à leur savoir technoscientifique : c'est déjà le cas des pays occidentaux et le processus se mondialise. Pour les populations du Nord, les conséquences sont les suivantes : appauvrissement de la diversité, du goût, de la qualité sanitaire des produits-marchandises. Pour les populations du Sud : déli-

[23] S. Lindqvist, *Exterminez toutes ces brutes. L'odyssée d'un homme au cœur de la nuit et les origines du génocide européen*, Le Serpent à Plumes, Paris, 1998, p. 224-226.

tement des communautés traditionnelles, urbanisation sauvage, lente mais sûre aggravation des famines chroniques. Pour tous : épuisement des sols et des réserves naturelles, dépendance alimentaire aux firmes géantes de l'agroalimentaire, dont le comportement ignore la décence la plus élémentaire.

En conclusion, MF nous réserve une interview du P.-D.G. de l'une d'elles, Nestlé, 27<sup>e</sup> firme mondiale et leader planétaire de l'agroalimentaire (8 000 marques). Le spectateur a d'abord droit au sermon officiel, largement empreint de l'idéologie progressiste et à l'affirmation sans réserve des bienfaits du programme technocapitaliste de contrôle de la nature : création d'emplois, amélioration de la santé, allongement de la durée de vie, etc.<sup>[24]</sup>. L'exemple de l'eau est significatif, le P.-D.G. arguant que l'accès à l'eau ne doit pas devenir un droit (ce que réclament certaines organisations non gouvernementales) mais de préférence une marchandise (que Nestlé contrôle déjà en partie). En reconduisant ses invités, il s'arrête toutefois devant les images d'une usine japonaise et, s'extasiant devant son degré d'automatisation, lâche un soupir de contentement sur le peu d'emplois qu'elle génère.

L'écart qui existe entre le dialogue intérieur et le dialogue extérieur des firmes géantes qui dominent les marchés mondiaux, entre ce qu'elles pensent (et font) vraiment et ce qu'elles pensent tout haut, est démontré, mieux que par ce simple lapsus révélateur, par l'historique fouillé de la firme Monsanto. Derrière la façade d'intégrité, de dialogue et de partage, dont elle persévère à s'entourer, derrière sa volonté affichée de développer une agriculture « verte » au service du règlement de la faim dans le monde, cette firme apparaît au fil du documentaire comme l'un des plus grands « empoisonneurs » de l'ère industrielle (Roundup, PCB, agent orange, hormones de croissance), dont l'empire économique s'est constitué à grand renfort de publicités mensongères, de rapports « scientifiques » truqués, de collusion avec l'administration nord-américaine, de pressions et tentatives de corruption, et dont l'intention secrète pourrait simplement être d'asseoir sa suprématie mondiale sur une industrie semencière indifférente à la sécurité alimentaire des populations mondiales comme de l'équilibre écologique de la planète.

## Conclusion

L'activité économique, en particulier agricole, a irrémédiablement un sens politique et moral, puisqu'il est impossible, en pratique, d'éluider la question du contrôle de la base matérielle de l'existence humaine, et de séparer la rationalisation de la domination des hommes

[24] L'idée progressiste apparaît dans les deux documentaires. Dans MF, lorsque le cadre de Pioneer, pourtant fidèle à sa firme, déclare : « On ne peut pas arrêter le progrès. On ne veut pas l'arrêter, en fait.

*C'est comme ça, on ne veut pas. Ça continuera jusqu'au jour où on aura trop tiré sur la corde* ». Dans

MM, lorsque le ministre américain de l'Agriculture (1995-2000), Dan Glickman, indique qu'il lui était impossible de s'opposer à l'absence de réglementation du développement des biotechnologies aux États-Unis sans « être considéré comme anti-science et anti-progrès ».

Comme l'écrivait, dès 1937, G. Orwell : « Mais, vivant dans une ère scientifique et mécanique, nous avons l'esprit perverti au point de croire que le "progrès" doit se poursuivre et que la science doit continuer à aller de l'avant, quoi qu'il en coûte. En paroles, nous serons tous prêts à convenir que la machine est faite pour l'homme et non l'homme pour la machine ; dans la pratique, tout effort visant à contrôler le développement de la machine nous apparaît comme une atteinte à la science, comme une sorte de blasphème » (G. Orwell, *Le quai de Wigan*, Ivrea, Paris, 1982, p. 233, en italique dans le texte).

entre eux et la rationalisation de la domination humaine sur la nature. La meilleure preuve en est l'origine politique du libéralisme économique ou du capitalisme utopique, dont l'idée fondatrice est simplement que, la « raison » étant impuissante face aux passions, il est préférable de chercher à les orienter vers la « cupidité », celle-ci pouvant être instrumentalisée pour le plus grand bien du plus grand nombre. Mais cela suppose une autorité publique mieux éclairée que le plus grand nombre sur son propre bonheur, ainsi qu'une séparation nette entre une sphère politique parfaitement intègre vis-à-vis de l'argent et une sphère économique libérée uniquement sous réserve de ses « heureuses » conséquences sociales. C'est pourquoi, par exemple, Stuart Mill peut écrire que si « *les règlements restrictifs concernant le commerce ou la production de marchandises sont indiscutablement des entraves [...] ces restrictions particulières concernent cette partie de la conduite que la société est autorisée à restreindre*<sup>[25]</sup> ». Toutefois, il est difficile de ne pas voir que l'État, sans être naturellement doté d'une vision juste du « bien commun », n'est pas une instance neutre, ni nécessairement efficace. Dans la réalité, il est un enjeu stratégique pour tous ceux qui protègent leur liberté de contraindre les autres en prenant possession de leur condition matérielle d'existence, c'est-à-dire en s'assurant de la séparation des travailleurs libres des moyens de produire leur propre quotidien. Et cette licence économique repose, comme le notait déjà Marx, sur l'expropriation du paysan et l'appropriation de la base alimentaire et biologique de la vie humaine<sup>[26]</sup>. Braudel, bien après lui, remarque dans le même sens qu'« *il n'y a de liberté que si, entre le paysan et la terre, ne s'interpose plus aucune propriété étrangère, seigneuriale, citadine ou capitaliste ; que si aucune servitude ne pèse sur la personne du paysan ; enfin, que si l'activité de ce dernier est assez productive pour assurer sa nourriture, en lui laissant un surplus et que ce surplus, au cas où il gagne le marché voisin, ne fasse pas la seule fortune de l'intermédiaire, qu'il permette au paysan d'acheter, au moins, le nécessaire*<sup>[27]</sup> ».

Supposons, à l'inverse, que nous voulions imposer un régime totalitaire. Parmi les dispositions nécessaires à la réalisation rationnelle d'un tel projet figurerait, au-delà de la monopolisation de la force et de la propagande, l'instauration de la dépendance alimentaire des populations concernées, rendues impuissantes à se procurer leurs moyens de subsistance élémentaires sans le média du pouvoir institué. Pour Edward Abbey, cela implique de « *pousser la mécanisation de l'agriculture au plus haut degré de perfection, obligeant ainsi la population de la plupart des fermes et ranchs éparpillés à aller dans les villes. Une telle politique est souhaitable parce que les agriculteurs, les gens*

[25] J. Stuart Mill, *De la liberté*, Gallimard, Paris, 1990, cité par F. Vergara, *Introduction aux fondements philosophiques du libéralisme*, La Découverte, Paris, 1992. Voir également A. O. Hirschman, « Le concept d'intérêt : de l'euphémisme à la tautologie », in *Vers une économie politique élargie*, Minuit, Paris, 1986, p. 7-27.

[26] K. Marx, *op. cit.*, chap. XXIV (« Expropriation de la population rurale »), p. 807 sq.

[27] F. Braudel, *op. cit.*, p. 358.

*des forêts, les cow-boys, les Indiens, les pêcheurs et autres populations relativement autosuffisantes sont difficiles à contrôler si on ne les éloigne pas de leur environnement naturel*<sup>[28]</sup> ». L'Indienne Vandana Shiva, dans MM, ne dit rien d'autre quand, analysant la politique de Monsanto à l'origine de la seconde révolution « verte », elle signale que, derrière la monopolisation des brevets sur le vivant et les royalties correspondantes, se dresse la possibilité terrifiante de la domination mondiale, totale et centralisée des denrées alimentaires, donc de l'ensemble des populations. Peut-être est-ce la raison pour laquelle le gouvernement américain (et sa Raison d'État) fait montre d'une telle tolérance envers les pratiques douteuses de cette firme<sup>[29]</sup> ?

[28] E. Abbey, *Désert solitaire*, Payot, Paris, 2006 [1968], p. 201. Abbey ne

développe cette perspective que pour les États-Unis.

[29] Il serait intéressant, de ce point de vue, de poursuivre l'analyse en l'associant à l'interrogation actuelle des politistes sur le caractère impérial du comportement américain. Voir, par exemple, A. Joxe, « L'empire global et ses guerres locales », *Hérodote*, n° 108, 1<sup>er</sup> trimestre, 2003, p. 145-163.